



Plus de 160 partis politiques sont en lice pour les prochaines joutes électorales en Haïti. Si pour certains leaders politiques, ce nombre élevé témoigne de l'avancée du processus démocratique, cette situation reste un sujet préoccupant pour le CEP et le gouvernement haïtien évoquant des difficultés d'ordre technique et financier qui pourraient en découler. La quantité de partis fait également couler beaucoup d'encre et de salives chez les membres de la population dont les avis sont partagés sur la question.

Cette kyrielle de partis politiques qui se lancent vers la prise du pouvoir, à travers les prochaines compétitions électorales, font l'objet de beaucoup de débats au sein de la population haïtienne. Dans un micro trottoir réalisé par HPN, les citoyen(enes) ont tenté, à leur manière, de montrer le bon ou le mauvais côté de la participation de toutes ces structures politiques aux élections.

Manque de moyens financiers, difficultés techniques, soit de pouvoir d'un côté; progrès de la démocratie, implication active de la population dans la politique, de l'autre côté, sont autant de justificatifs avancés par les membres de la population pour étayer leurs points de vue en fonction de leur position.

Roberto Mylord, un jeune de 23 ans, a abordé la question sur le plan socio-économique. Pour lui, le financement de 126 partis politiques va coûter beaucoup à l'Etat haïtien. « Dans un pays

Écrit par WJL/HPN
Jeudi, 16 Avril 2015 15:14

comme Haïti où la misère bat son plein, l'Etat ne peut se permettre de dépenser des sommes exorbitantes pour une élection ».

Ce jeune chômeur, plaide en faveur du regroupement des partis politiques sous forme de plateforme afin que moins d'argent soit dépensé pour des élections qui, quoique une nécessité, ne doivent pas être placées en priorité par rapport aux besoins de la population.

Abondé dans le même sens, Dounior Nelson, gestionnaire de formation, croit que ce nombre élevé d'entités politiques prêts à concourir aux prochains scrutins témoigne du manque de volonté ou de l'incapacité des politiciens haïtiens à s'entendre.

M.Nelson qui a également soulevé la question du coût d'une élection avec autant de partis, a mis surtout l'accent sur les difficultés auxquelles que pourrait faire face un électeur se trouvant devant un bulletin contenant plus d'une centaine d'effigies de candidats.

Tout en exprimant son dégoût pour ce qu'il appelle la « politique à l'haïtienne », Dounior Nelson souhaite que les leaders politiques fassent un dépassement de soi, en mettant de côté leurs différends, pour se réunir autour de 10 à 12 plateformes en vue de faciliter la tâche au CEP ainsi qu'aux électeurs.

Pour d'autres, cette abondance de partis politiques ne poserait pas problème, si seulement ils étaient structurés. « Au contraire, ce serait un bon signe pour le progrès et pour la démocratie », ont-ils argumenté.

Beatrice André, mère de famille de deux enfants, ne voit aucun inconvénient à ce qu'il y ait beaucoup d'entités politiques dans le pays moyennant qu'elles ne regorgent pas de nouveaux leaders assoiffés de pouvoir dans l'unique but de s'enrichir.

Tel est aussi le point de vue de Boursiquot, étudiant au master en Sciences du développement, qui pense que le nombre élevé des partis politiques est un bon signe pour l'avancement de la démocratie en Haïti.

S'il n'est pas contre la quantité, M. Boursiquot questionne, cependant, les valeurs de ces entités politiques en terme qualitatif. « Si on parle de partis structurés, combien de ces 166 partis retiendrait-on, se demande perplexe, Luxon Boursiquot.

Lors d'un forum d'Etat tenu le 10 avril dernier à l'Hôtel Royal Oasis sous le thème : "comment faciliter l'organisation des élections en réduisant le nombre d'entités politiques agréées dans la course électorale", le gouvernement, le CEP, les leaders politiques, et des membres de la société civile ont réfléchi sur la nécessité de réduire les partis politiques. Si certains ont vu d'un bon œil cette démarche, d'autres dénoncent une ingérence du pouvoir exécutif.

Notons qu'entre ceux-là qui sont pour ou contre la réduction des structures politiques qui devraient prendre part aux prochains scrutins, il y a les sceptiques qui ne croient pas que des élections se tiendront réellement dans le pays cette année.

Wilner Jean Louis

Jnlouis2010@yahoo.fr